



PLAN D'ACTION MONDIAL DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

VISER PLUS HAUT, FAIRE PLUS

Octobre 2014

Le tout dernier bilan de l'économie mondiale s'annonce malheureusement familier: une reprise fragile, inégale, avec une croissance plus lente que prévue et de plus en plus de risques baissiers. Il faut des politiques ambitieuses mises en œuvre avec détermination pour éviter une longue période de croissance « médiocre », avec des niveaux trop faibles de création d'emplois et d'inclusion pour être acceptables. Les mesures à prendre doivent viser à :

- ***Doper la croissance.*** Des réformes structurelles décisives sont nécessaires pour renforcer la confiance des agents, soutenir la croissance actuelle et potentielle et en finir avec une sous-performance persistante et une création d'emplois insuffisantes. Des politiques monétaires accommodantes doivent continuer à favoriser la demande et à assurer un répit pendant la mise en œuvre de ces réformes. Mais il est nécessaire qu'elles soient accompagnées de réformes macro-critiques visant à éliminer les distorsions profondément ancrées qui affectent les marchés du travail et des biens' à augmenter les flux de crédit vers les secteurs productifs, à développer des cadres budgétaires favorables à la croissance et à remédier aux déficiences d'infrastructures..
- ***Accroître la résilience.*** L'argent facile aggrave toujours les risques de marché et de liquidité, en particulier dans le secteur bancaire parallèle, et pourrait menacer la stabilité financière. Une réglementation idoine et une surveillance vigilante du secteur financier, avec notamment l'élaboration et le déploiement d'instruments macro-prudentiels, peuvent contribuer à limiter les prises excessives de risques financiers. Il convient également de se préparer plus activement à des conditions financières moins favorables. Alors que la normalisation de la politique monétaire dans' un certain nombre de grands pays apparaît imminente, le renforcement du cadre politique, des institutions et des fondamentaux économiques pourrait permettre d'amortir les potentiels effets de contagion négatifs.
- ***Renforcer la cohésion.*** La coopération internationale est nécessaire pour tirer de plus amples bénéfices de ces politiques ambitieuses et pour éviter d'exacerber les distorsions existantes, notamment au regard de la stabilité financière et des déséquilibres mondiaux. Le dialogue et la coopération en matière de politiques économiques peuvent contribuer à rééquilibrer sans heurt la demande mondiale, à minimiser les effets de contagion négatifs et les effets retour liés à l'asynchronisme des politiques de normalisation monétaire, à garantir la cohérence des réglementations financières et à assurer un filet de sécurité financier mondial adéquat. Un nouvel élan doit être insufflé au dialogue portant sur le commerce international.

Le FMI aidera ses pays membres à atteindre les objectifs de ce plan d'action en redéployant ses ressources vers les activités de prêt et de renforcement des capacités à l'intention des pays confrontés à des problèmes urgents; en renforçant la surveillance macro-financière qu'il exerce; en fournissant des conseils et des analyses de politique économique sur la gestion de la normalisation monétaire à venir, y compris sur le déploiement d'instruments macro-prudentiels, sur la mise en œuvre de politiques budgétaires favorables à la croissance et la mise en place de réformes structurelles macro-critiques. Les services du FMI vont également s'appuyer sur les travaux existants pour proposer de nouvelles options au cas où la ratification des réformes de 2010 n'aurait pas lieu d'ici la fin de l'année.